



## CHAPITRE 66

Loi constituant en corporation le Collège de Hauterive

[Sanctionnée le 23 février 1956]

Préambule.

**A**TTENDU qu'il existe en la ville de Hauterive un séminaire constitué en corporation sous le nom de Séminaire de Hauterive, par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec;

Attendu que ce séminaire a été fondé pour l'instruction et l'éducation des jeunes gens qui se destinent au sacerdoce et aux carrières libérales et scientifiques;

Attendu que ce séminaire projette des développements considérables comme conséquence de l'expansion extraordinaire dont bénéficie depuis quelques années la Côte Nord et plus particulièrement le comté de Saguenay;

Attendu que la structure et les pouvoirs actuels de cette corporation ne sont plus appropriés à ses besoins et qu'il y a lieu de lui donner une nouvelle constitution et de lui attribuer des pouvoirs plus étendus;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitution.

**1.** Est par la présente loi constituée une corporation ci-après appelée la "corporation", sous le nom en français de "Collège de Hauterive" et en anglais de "Hauterive College".

Nom.

Siège social.

Elle a son siège social en la ville de Hauterive, dans le district électoral de Saguenay.

Membres.

**2.** La corporation a comme seuls membres les prêtres exerçant les fonctions res-

## CHAPTER 66

An Act to incorporate Hauterive College

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

**W**HEREAS there is in the town of Hauterive a seminary incorporated under the name of Hauterive Seminary, by letters patent issued under the Quebec Companies Act;

Whereas such seminary was founded for the education and instruction of young men who intend to enter the priesthood or to follow liberal or scientific careers;

Whereas such seminary is planning considerable developments in consequence of the extraordinary expansion benefitting to the North Shore since some years and especially by the county of Saguenay;

Whereas the existing structure and powers of such corporation are no longer suitable for its requirements and it is expedient to grant it a new constitution and more extensive powers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** A corporation, hereinafter called the "corporation", is constituted by this act under the name, in French, of "Collège de Hauterive" and, in English, of "Hauterive College".

It shall have its corporate seat in the town of Hauterive, in the electoral district of Saguenay.

**2.** The only members of the corporation shall be the priests exercising respect-

pectives de supérieur, d'assistant-supérieur, de procureur, de préfet des études et de directeur des élèves dudit collège et nommés comme tels, à l'occasion, par le visiteur ci-après mentionné.

**Fins.**

**3.** Les fins de la corporation sont l'éducation et l'instruction des jeunes gens et spécialement la gestion et la direction d'un séminaire.

**Pouvoirs.**

**4.** La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement les suivants:

- a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
- b) ester en justice;
- c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;
- d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer un séminaire ou maison d'éducation;
- e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;
- f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;
- g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations; émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;
- h) notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou des valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, nantissement ou gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;
- i) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaires;

ively the functions of superior, assistant-superior, bursar, prefect of studies and director of students of the said college and appointed as such, at need, by the visitor hereinafter mentioned.

**3.** The objects of the corporation are the education and instruction of young men and especially the administration and direction of a seminary. **Objects.**

**4.** The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following: **Powers.**

- a. to have a seal and alter it at will;
- b. to appear before the courts;
- c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;
- d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage a seminary or educational establishment;
- e. to bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever;
- f. to borrow money on its credit by any method recognized by the law, and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;
- g. to hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations; to issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;
- h) notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the latter;
- i. to invest its funds in any manner deemed suitable, either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

j) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

k) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

l) acquérir par expropriation avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine, tout bien immobilier jugé nécessaire pour la poursuite de ses fins et situé dans le diocèse où se trouve le siège de la corporation;

m) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

n. pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien des clercs et des personnes à son service;

o. conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

p. accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

Immeubles non utilisés.

**5.** La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de dix années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Règlements.

**6.** La corporation peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant:

a) sa régie interne;

b) la nomination, les fonctions, les devoirs et la rémunération de ses officiers, agents et serviteurs;

c) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut

j. to accept any gift, legacy or other liberality;

k. to acquire, possess, administer and alienate all moveable and immoveable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

l. to acquire by expropriation, with the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on such conditions as he may determine, any immoveable deemed necessary to the pursuit of its objects and situate in the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

m. to erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment, and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

n. to provide for the education, instruction, sustenance and support of clerics and of persons in its service;

o. to conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

p. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

**5.** The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immoveables which, for a period of ten consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects. Immoveables not used.

**6.** The corporation may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting: By-laws.

a. its internal management;

b. the appointment, functions, duties and remuneration of its officers, agents and servants;

c. the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its object and charged

être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;

d) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

e) la poursuite, d'une manière générale de ses fins.

Appro-  
bation.

Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du visiteur de la corporation.

Fonda-  
tions.

7. La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur, accepter des fondations pour fins religieuses ou éducationnelles et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et ministre fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Patri-  
moine  
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation pour chaque tel patrimoine peut en exercer tous les droits de propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte en en indiquant la consistance.

Droits de  
contrôle.

Les droits de contrôle reconnus au visiteur de la corporation par l'article 14 s'appliquent à tout acte posé par cette dernière en exécution des pouvoirs résultant du présent article.

Souscrip-  
tions au-  
torisées.

8. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente loi,

a) les corporations municipales du diocèse du Golfe Saint-Laurent sont autorisées à participer à la campagne de souscription au bénéfice du Collège de Hauterive, en consentant, par résolution de leur conseil et en versant, pour le bénéfice de cette institution, les donations qu'elles jugent convenables;

b) les compagnies et autres corporations privées constituées en vertu des lois de la province sont également autorisées à participer à cette campagne de souscription en consentant, par résolution de leurs directeurs ou administrateurs respectifs, et en versant pour le bénéfice du Collège de Hauterive, les donations qu'elles jugent convenables.

with the exercise of all or some of its powers;

d. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

e. the pursuit of its objects generally.

Such by-laws shall come into force upon Approval.  
approval by the visitor of the corporation.

7. The corporation, when authorized by its visitor, may accept endowments for religious or educational purposes and consequently receive, as legal depositary and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Endow-  
ments.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each showing the composition thereof.

Distinct  
patri-  
mony.

The rights of control vested in the visitor of the corporation by section 14 shall apply to all acts done by the latter in the exercise of the powers resulting from this section.

Rights of  
control.

8. Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this act,

Subscrip-  
tions au-  
thorized.

a. the municipal corporations of the diocese of the Gulf of St. Lawrence are authorized to participate in a subscription campaign for the benefit of Hauterive College, by granting, by resolution of their council, and paying, for the benefit of the said institution, such gifts as they deem expedient;

b. companies and other private corporations constituted under the laws of the province are also authorized to participate in such subscription campaign by granting, by resolution of their respective directors or administrators, and paying, for the benefit of Hauterive College, such gifts as they deem expedient.



Appro- bation	Les résolutions adoptées par les corporations municipales en vertu du présent article entrent en vigueur dès leur approbation par la Commission municipale de Québec.	Resolutions passed by municipal corporations under this section shall come into force upon approval by the Quebec Municipal Commission.	Approval.
Moda- lités	Les corporations municipales sont autorisées, pour les fins des donations qu'elles ont consenties en vertu du présent article, à utiliser leurs fonds généraux et aussi à contracter des emprunts. Ceux-ci sont sujets à la seule approbation de la Commission municipale de Québec et n'affectent pas les pouvoirs généraux d'emprunt de ces corporations municipales.	Municipal corporations are authorized, for the purposes of such gifts as they have made under this section, to use their general funds and also to contract loans. Such loans shall be subject only to the approval of the Quebec Municipal Commission and shall not affect the general borrowing powers of such municipal corporations.	Moda- lities.
Dona- tions.	<b>9.</b> Les donations consenties en vertu de la présente loi sont soustraites à l'application des articles 776 et 787 du Code civil. Elles peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constate est signé par le donateur ou, quant aux corps publics visés à l'article 8, dès l'entrée en vigueur de la résolution. Elles ne peuvent ensuite être révoquées que du consentement du Collège de Hauterive.	<b>9.</b> The gifts made under this act shall be exempt from the application of articles 776 and 787 of the Civil Code. They may be made under private signature and shall be valid and deemed accepted as soon as the writing evidencing them is signed by the donor or, as regards the public bodies contemplated in section 8, upon the coming into force of the resolution. They cannot thereafter be revoked except with the consent of Hauterive College.	Gifts.
Autori- sation.	<b>10.</b> La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants: a) le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles; b) le pouvoir de faire de nouvelles constructions; c) le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner ou d'abandonner une œuvre ou entreprise; d) le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 7; e) les pouvoirs énoncés aux paragraphes g, h, i, l et o de l'article 4.	<b>10.</b> The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers: a. the power to acquire or to alienate immoveables; b. the power to erect new constructions; c. the power to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking; d. the power to accept the endowments referred to in section 7; e. the powers enumerated in paragraphs g, h, i, l and o of section 4.	Author- ization.
Nom et siège social modifiés.	<b>11.</b> La corporation autorisée à cette fin par son visiteur, peut modifier son nom corporatif et l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province; avis est donné au secrétaire de la province de toute telle modification, et cet avis est publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	<b>11.</b> The corporation, when authorized to do so by its visitor, may change its corporate name and the place of its corporate seat, which must be located in the province. Notice shall be given to the Provincial Secretary of every such change, and such notice shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Name and corporate seat amended.

Fonds  
d'amor-  
tissement.

**12.** La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

**12.** The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Sinking-  
fund.

Certificat.

Tels bons et obligations, pour lier la corporation, doivent comporter un certificat scellé du sceau propre du visiteur et signé par ce dernier ou par son délégué, attestant que leur émission a été dûment autorisée par les autorités requises et qu'elle est à toutes fins régulière; tout tel bon ou obligation comportant ce certificat est incontestable pour quelque cause que ce soit. Le visiteur et son délégué n'encourent aucune responsabilité personnelle à raison de ce que contenu en un tel certificat.

Such bonds and debentures, to be binding on the corporation, must bear a certificate, under the proper seal of the visitor and signed by him or his delegate, attesting that the issue thereof has been duly authorized by the required authorities and is in every way regular; every such bond or debenture bearing such certificate is, for any cause whatsoever, incontestable. The visitor and his delegate shall not incur any personal responsibility for the contents of such certificate.

Certifi-  
cateCopie  
authen-  
tique.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party; any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Authentic  
copy.

Visiteur.

**13.** Le visiteur de la corporation est l'évêque catholique romain du Golfe Saint-Laurent ou tout clerc légitimement autorisé à diriger ce diocèse en cas d'absence ou d'empêchement d'agir de l'évêque résidentiel ou au cas de vacance du siège de ce diocèse.

**13.** The visitor of the corporation shall be the Roman Catholic Bishop of the Gulf of St. Lawrence or any clergyman lawfully authorized to govern such diocese, should the residential bishop be absent or prevented from acting or should the see of such diocese be vacant.

Visitor.

Idem.

Au cas de division, de modification des limites ou de translation du siège du diocèse du Golfe Saint-Laurent, le visiteur de la corporation sera l'évêque catholique romain ou, dans les cas ci-dessus cités, l'administrateur de la division ecclésiastique comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation.

In the event of a division, change in the limits or translation of the seat of the diocese of the Gulf of St. Lawrence, the visitor of the corporation shall be the Roman Catholic Bishop or, in the above-mentioned cases, the administrator of the ecclesiastical division comprising within its limits the place of the corporate seat of the corporation.

Idem.

Pouvoirs  
du visi-  
teur.

**14.** Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de telles œuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire pour telles fins.

**14.** The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

Powers of  
visitor.

Biens  
possédés  
pour fins  
de la cor-  
poration.

**15.** La corporation ne poursuivant aucun but lucratif, les biens qu'elle possède dans l'unique but de lui faciliter l'obtention des biens nécessaires à la subsistance, nourriture, entretien de son personnel et des personnes reçues en son institution ou dans le but de loger ses aides et employés sont considérés comme biens possédés pour les fins pour lesquelles la corporation a été constituée et jouissent des privilèges propres à de tels biens.

Registres.

**16.** La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

a) une copie de la présente loi;  
b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;  
c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre et du visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;

d) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 7;

e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Preuve.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Extraits.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, extrait certifié.

Preuve de  
fonction.

**17.** Un certificat du chancelier de l'évêché du Golfe Saint-Laurent ou, dans le cas, du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, constituée pour toutes fins la preuve qu'un clerc occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

Dissolu-  
tion.

**18.** Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation, approuvée par

Property  
held for  
objects  
of corpo-  
ration.

**15.** The corporation pursuing no pecuniary gain, the property held by it with the sole object of enabling it to acquire the property necessary for the subsistence, nourishment and maintenance of its members and of persons received in its institution or for the purpose of lodging its staff and employees shall be considered as property held for the objects for which the corporation has been established and shall enjoy the privileges pertaining to such property.

Registers.

**16.** The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

a. a copy of this act;  
b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;  
c. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of every member and of the visitor of the corporation, indicating, as regards each, the date of his admission or entry into office and the date when he ceased to be a member or to hold office;

d. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 7;

e. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents; as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by the secretary of the corporation.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

Proof.

Extracts.

Proof of  
office.

**17.** A certificate of the chancellor of the bishopric of the Gulf of St. Lawrence or of the diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation, as the case may be, shall constitute proof for all purposes, that a clergyman holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

Dissolu-  
tion.

**18.** The Provincial Secretary, at the request of the corporation approved by

le visiteur de cette dernière, peut déclarer la corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du trentième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*; au cas de telle dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses obligations, sont dévolus à son visiteur.

the visitor of the latter, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the thirtieth day after publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*; in the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations, shall devolve to its visitor.

Corpo-  
ration  
dissoute.

**19.** La corporation Séminaire de Hauterive constituée par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 29 novembre 1953 est dissoute.

**19.** The corporation known as Haute-  
rive Seminary constituted by letters  
patent of the Lieutenant-Governor of the  
Province of Quebec on the 29th of Novem-  
ber, 1953, is dissolved.

Corpo-  
ration  
dissolved.

Succes-  
sion.

La corporation constituée par la présente loi succède à ladite corporation éteinte, est saisie et déclarée propriétaire des biens détenus par cette dernière et est tenue de ses dettes et obligations. Toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation présentement constituée et toutes procédures qui auraient pu être commencées par ou contre telle corporation éteinte peuvent être valablement commencées ou continuées par ou contre la corporation présentement constituée.

The corporation constituted by this act succeeds the said dissolved corporation, is seized and declared owner of the property held by the latter and responsible for its debts and obligations. Any disposal of property made in favour of the dissolved corporation is deemed to be made to the corporation hereby constituted and all proceedings which might have been commenced by or against such dissolved corporation may be validly commenced or continued by or against the corporation presently constituted.

Succes-  
sion.

Enregis-  
trement.

La corporation doit faire enregistrer suivant les lois d'enregistrement aux bureaux d'enregistrement de la situation des immeubles une déclaration alléguant la transmission de biens résultant de la présente loi et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transportés.

The corporation shall cause to be registered, in conformity with the laws respecting registration, in the registry offices of the localities where its immovables are situated, a declaration setting forth the transmission of property resulting from this act and describing, according to law, the immovables so transmitted.

Registra-  
tion.

Entrée en  
vigueur.

**20.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**20.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force